

INNOV.DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale

n°32 – Mai 2007

EDITORIAL

Recherche publique et entreprise

La recherche publique est soumise aux règles de la rentabilité. La contribution d'une politique de valorisation à l'amélioration de la compétitivité dépend de la pertinence i/ de ce qui peut être valorisé ; ii/ des méthodes d'évaluation de ce qui peut être pertinent à valoriser ; iii/ des procédures de transfert de valeur scientifique des institutions publiques vers les entreprises pertinentes.

La formation d'un « stock » de ressources valorisables s'accompagne de l'émergence de réseaux d'innovation mus par des relations denses. Les politiques de l'innovation privilégient le financement de la recherche industrielle, réforment les systèmes universitaires pour améliorer l'offre scientifique aux entreprises, favorisent la mobilité des chercheurs et leur implication dans les affaires. A ceci s'ajoute l'intervention directe de l'Etat dans la « valorisation » par le soutien aux réseaux à long terme (programmes-systèmes, pôles de compétitivité) qui atténuent le risque d'échec. Mais ce faisant, les réseaux peuvent entraîner trois types de déviations : l'épuisement de la « science autonome » lorsque les logiques financières conduisent les grandes entreprises à sélectionner celles parmi les applications scientifiques qui peuvent avoir la plus importante rentabilité à court terme ; l'appauvrissement du système lorsque la sélection l'emporte sur la diversité des programmes ; la rigidité lorsque les logiques dirigistes s'imposent dans la compétition internationale entre systèmes civils et militaires d'innovation.

SOMMAIRE

- | | |
|---|--------------|
| ♦ Au Carrefour des Rencontres | 2-4 |
| • Séminaires « Économie et Innovation » | |
| • Ateliers d'Innovations | |
| • La recherche en réseaux | |
| ♦ En Grandes Lignes... | 4 |
| ♦ Centre « Recherche Universitaire et Études Économiques » | 5 |
| ♦ La Recherche en Marche | 6-8 |
| • Publications & communications | |
| • Ressources humaines | |
| ♦ INNOVATIONS – Edition | 8-9 |
| • <i>Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation</i> | |
| • <i>Collection L'esprit économique</i> | |
| • <i>Juris. Cahiers de droit des affaires et de droit OHADA</i> | |
| ♦ Le Point sur... | 10-11 |
| • Sophie Boutillier : Capitalisme à la russe | |
| • Patrick Matagne : L'histoire de l'écologie : champ de recherche | |
| ♦ Les Rendez-Vous du Lab.RII | 12 |
| • 3 ^{ème} FORUM L'esprit de l'innovation : services, innovation et développement durable | |
| • Séminaires printemps/été « Economie et innovation » | |

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédactrices : Sophie Boutillier et Blandine Laperche

Le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation est dirigé par Dimitri Uzunidis. Blandine Laperche est directrice adjointe

Sophie Boutillier avec Hassan Zaoual dirigent l'équipe "Centre de Recherche sur l'Economie en Mutation et l'Entreprise"

Eric Vernier avec Gérard Dokou dirigent l'équipe "Centre d'Etudes et de Recherche sur le Management et l'Entrepreneuriat"

Pierre Le Masne dirige l'équipe "Centre d'Etudes sur le Développement Economique et Social"

Prix : 3 euros ♦ Abonnement annuel : 7,5 euros (France) ou 12 euros (étranger) ♦ Tirage : 1100 ex.

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59140 DUNKERQUE

téléphone : 33 (0)3.28.23.71.34, 33 (0)3.28.23.71.35 ou 33 (0)3.28.23.71.47 – fax : 33 (0)3.28.23.71.43 – email : labrii@univ-littoral.fr

<http://rii.univ-littoral.fr>

Au Carrefour des Rencontres

⇒ Séminaires

« Économie et Innovation »

o La responsabilité sociale des très petites entreprises (avec l'Institut supérieur des métiers) (24/01/2007)

Blandine Laperche et **Maud Herbert** ont présenté les résultats partiels d'une enquête en cours sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) réalisée dans le cadre d'un programme de recherche avec l'Allemagne et la Pologne. La RSE peut être définie comme l'application à l'entreprise du concept de développement durable combinant obligations sociales et environnementales avec l'efficacité économique. Les grandes entreprises, en premier les plus polluantes, communiquent beaucoup sur ce sujet. Les PME ou les TPE ignorent souvent le terme, mais font de la RSE sans le savoir. Ce qui est plutôt encourageant. **Michèle Clotilde** a concentré son attention sur le chef d'entreprise, homme-orchestre sur lequel repose un grand nombre de responsabilités. Quel peut être le rôle des organisations professionnelles ou des chambres de métiers en matière de l'accompagnement en RSE du dirigeant ? **Alioune Ba** relie RSE, développement économique et économie sociale et solidaire. Le programme de la Banque mondiale de lutte contre la pauvreté finance la création d'activités nouvelles. Des opportunités nouvelles sont ainsi créées pour des entrepreneurs dynamiques. Des accords de coopération sont ainsi conclus entre des PME françaises et africaines pour développer ces nouveaux marchés.

o Le principe de responsabilité sociale appliqué aux moyennes entreprises (15/03/2007)

Pour obtenir une croissance durable, les entreprises ne doivent pas se soucier uniquement de leur rentabilité à court terme, mais aussi des effets de leurs actions et stratégies sur l'environnement, la société civile ou encore le bien-être de leurs salariés. C'est donc une application du développement durable au niveau micro-économique. Mais la responsabilité sociale est-elle réservée à la grande entreprise, riche en ressources et en quête d'amélioration de son image ? L'enquête dirigée par **Maud Herbert** et **Blandine Laperche** auprès de plus de 500 moyennes entreprises de la région Nord/Pas-de-Calais montre qu'elles ne sont pas insensibles à la question, même si les entreprises actives dans les trois domaines (salariés, environnement, société civile) sont très peu nombreuses. Le principe de responsabilité sociale des PME entre aussi en compte dans la croissance durable de ces entreprises. Pour **Amen Abiassi** et **Mark Gilman** (Kent Business School), la durée de vie des PME étudiées dépend aussi de la participation des salariés dans les processus décisionnels et managériaux ou encore de l'intégration sociétale de l'entreprise.

o Milieux innovateurs, compétitivité et développement durable (20/03/2007)

Le milieu innovateur est un espace géoéconomique nodal, réducteur de risques et initiateur de processus d'innovation, de création d'entreprises et de valorisation commerciale de la recherche. Les réseaux d'innovation contribuent à l'amélioration conjointe de la compétitivité de l'économie et de l'entreprise. Ce constat peut aussi assurer le développement territorial durable. **Marie-Francine François** et **Dimitri Uzunidis** ont souligné l'importance des relations inter et intra institutionnelles et les modes de gouvernance : Marché ; Stratégies d'entreprise, Progrès technique ; Action publique... D'où montée en puissance de politiques de coordination, d'appui aux partenariats et aux pratiques collaboratives. L'enjeu principal des coopérations mises en place est d'aider à construire des marchés et à enrichir le potentiel d'innovation local.

o Marketing et innovation (3/04/2007)

Le processus d'innovation ne repose pas uniquement sur l'entreprise et ses ressources internes mais aussi sur des ressources externes, à savoir ses propres clients ou des consommateurs lambda. Ainsi, selon **Maud Herbert**, si les tests marketing leur sont très clairement dédiés (il s'agit par exemple de test de packaging, test de produits, test de communication autour du produit sous forme de sondages, réunions de groupe ou entretiens individuels), les consommateurs peuvent aussi intervenir en amont du processus lors de la recherche d'idées, par exemple lors de sessions créatives ou par le biais d'une enquête de satisfaction. Ils interviennent aussi au moment de retenir les concepts les plus prometteurs. Une partie du processus d'innovation se fonde donc sur des données dites déclaratives puisque émanant des réponses produites par les consommateurs interrogés au cours des études marketing.

o Propriété industrielle et biotechnologies (12/04/2007)

Les formes de protection des innovations biologiques mises en place progressivement au cours du XXème siècle en Europe et aux Etats-Unis ont suivi les avancées scientifiques réalisées à partir des premières recherches en génétique et ont pris leur essor après le développement des outils biologiques et techniques moléculaires apparus à la fin des années 1960. **Philippe Chagnon** distingue trois périodes dans la création de matériel végétal auxquelles correspondent des systèmes de protection de propriété industrielle distincts : les paysans procédaient à une sélection empirique des végétaux pendant la période traditionnelle et n'obtenaient pas de monopoles sur le résultat de leur activité ; les avancées scientifiques et techniques (lois de l'hérédité, biotechnologies, etc.) caractérisent la période conventionnelle, au cours de laquelle les institutions publiques et les organismes agricoles deviennent des acteurs essentiels et où se construit le système de protection par certificat d'obtention végétale. Enfin, la période moder-

ne est marquée par l'émergence des technosciences, impulsées par les firmes biotechnologiques qui agissent pour renforcer les droits privatifs (brevets sur des organismes vivants) afin de rentabiliser leurs investissements.

⇒ Ateliers d'Innovations

o Les comportements rentiers dans le capitalisme contemporain (16/03/2007)

L'étude des comportements est devenue une obsession dans les travaux des économistes depuis l'éclatement de la bulle technologique américaine. Pour **James Sawyer** (Seattle University, USA), le comportement rentier des nouveaux capitalistes peut expliquer la défaillance du système. Le système actuel peut être qualifié de pseudo-capitaliste, caractérisé par la formation ou la transformation des capitalistes rentiers. Ceux-ci opèrent sans se soucier des employés, des investisseurs ou des consommateurs. Le comportement rentier révèle aussi une carence théorique dans le modèle standard : l'épargne n'a jamais été et ne sera jamais égale à l'investissement. Le système a, d'un côté, la capacité à faire faire à l'argent des petits et, de l'autre, à rendre inerte la partie dominante de ses acteurs.

⇒ La recherche en réseaux

o Distribution, exportation, négociation, Congrès international de marketing, Université de Tunis, 12-14/12/2006

Depuis quelques années, deux grandes pistes de recherches et d'expérimentation sont explorées par les chercheurs, à savoir l'interculturel et la négociation. Le rapprochement interculturel/négociation s'est imposé de lui-même par le besoin des hommes de négocier avec d'autres, de culture, d'origine et/ou de religion différentes. **Patrick Audebert** a souligné que si presque tous les auteurs spécialisés identifient des variables culturelles susceptibles d'influencer les négociations, en particulier les négociations internationales, celles-ci ne semblent pas dans les faits influencer les négociations.

o L'entrepreneur contemporain, Advancia/CCIP, Bourse de Commerce de Paris, 18/01/2007

Si l'entrepreneur est bien une fonction permanente du capitalisme (il a pour fonction d'innover et... de disparaître), il est aussi un agent économique qui développe son activité en valorisant ses propres ressources et celles de son environnement (capitaux, connaissances, relations). Pour **Dimitri Uzunidis**, si le marché est incontestablement un puissant instrument de création de richesses et d'entreprises, la fonction de l'entrepreneur est aujourd'hui largement soutenue par la puissance publique.

o Sensibilisation au biais du répondant Séminaire du laboratoire GERME, Lille II, Lille, 25/01/07

Maud Herbert a expliqué ce qu'est le biais du répondant en comportement du consommateur en le situant dans son contexte bibliographique initial, celui des recherches sur le sujet humain en psychologie expérimentale. Elle a aussi présenté des outils de mesure

quantitatifs qui permettent d'évaluer ce biais et des résultats empiriques évaluant son impact, ce qui ouvre des perspectives en termes de recherches futures.

o Les initiatives d'économie sociale dans les territoires, CEDES (Lab.RII)-Chambre régionale de l'Economie sociale Poitou-Charentes, Poitiers, 13/02/2007

Trois tables rondes ont été organisées : l'observation de l'économie sociale en région : les nouveaux enjeux de lisibilité ; mieux comprendre les dynamiques territoriales de l'économie sociale et solidaire ; les trajectoires d'une initiative d'économie sociale. Une organisation d'économie sociale doit contribuer à la réduction des inégalités, à la solidarité et à la sociabilité, à l'amélioration des conditions collectives du développement humain durable.

o 8^{ème} Forum Annuel de la Création et de l'Innovation du Littoral, Quels déterminants pour la croissance durable des PME ?, FACIL8, 14-15/03/2007

Les petites et moyennes entreprises présentent des rythmes de croissance diversifiés. Il y en a qui rencontrent d'importants obstacles, compte tenu de leurs difficultés à s'adapter à l'environnement, de fonder des bases d'un véritable développement. Faute de moyens, de solides capacités managériales et/ou entrepreneuriales, elles se contentent d'une part de marché acquise, relativement stable et évitent même la croissance. A côté de celles-ci évolue une petite catégorie de PME (en moyenne 15% de l'ensemble), avec à leur tête des responsables déterminés, prêts à prendre des risques et à engager des actions pour provoquer constamment des ruptures au niveau de leur marché. Ces PME se distinguent ainsi par leur taux de croissance élevé en progression continue ; croissance soutenue grâce à leur capacité à conduire une innovation globale (production/produit, ressources/compétences et management/organisation).

Les débats se sont organisés autour des quatre déterminants clés retenus : 1/ innovation – modes de financement et de soutien, 2/ logistique et ouverture internationale, 3/ intégration des dimensions du développement durable : économique, environnementale, sociale, 4/ insertion professionnelle des étudiants par la création/reprise d'entreprise et par le stage.

o Centre de documentation, lieu de mémoire, Ecole Polytechnique, Paris, 22-24/03/2007

Créer une bibliothèque relève du défi sur le temps. Travailler la mémoire, exercer le pouvoir de sauver de l'oubli et de restituer à l'Histoire les empreintes, les traces du temps et de l'histoire des cultures. La création d'une bibliothèque spécialisée en art et notamment en art contemporain en Afrique, à Bamako, représente, pour **Maria Vitali-Volant**, un défi double, chargé de sens, de doutes, de contenus nouveaux et de réflexions sur la culture africaine : celui lié à l'autonomie du pays et son emprise sur sa propre histoire ; celui lié au rapport des « destinataires » de la bibliothèque avec la « forme culturelle », peut-être la plus achevée : le livre.

o **Réseau d'innovation**

Le Lab.RII est à l'initiative de la création du Réseau de recherche sur l'innovation dont le but est d'analyser et de réfléchir sur les impacts économiques et sociaux des innovations technologiques ainsi que sur l'avènement et la diffusion des nouveaux modes d'organisation et des nouvelles pratiques sociales. Un cycle de séminaires a été lancé : Epistémologie. Economie empirique et innovation ; La connaissance : bien collectif/bien privatif ; Management des collectifs d'innovation ; Evolution démographique, évolution économique et innovations sociales ; Réseaux d'innovation ; Entreprise, entrepreneurs et progrès technique ; Innovation et services publics en mutation ; Innovation et emploi ; Cycles économiques et innovation... Le réseau a été lancé le 28 mars 2007.

Renseignements : labrii@univ-littoral.fr

o **L'impact des technologies de l'information sur les principes organisationnels, Congrès Méthodologies de la Recherche, ISEOR et Academy Of Management (Etats-Unis), Lyon, 26-28/03/2007**

Dans le passé, certains gestionnaires et sociologues se sont penchés sur les difficultés et les limites de la modélisation des entreprises prises dans leur époque, notamment Douglas McGregor (Théorie X, Y) ou William Ouchi (Théorie Z). Max Weber a élaboré un outil, l'idéaltype (un modèle purement caricatural) afin de poser un jalon dans la complexité de la réalité et de mesurer l'écart ainsi creusé. **Jean-Lin Chaix** et **Chrystelle Gaujard** ont présenté leur recherche sur l'application pratique de cette méthode pour « saisir » les conséquences de l'introduction des TIC dans les entreprises qui donne lieu à un nouvel modèle d'organisation industrielle.

o **Entrepreneuriat et développement territorial**

Le Lab.RII a signé un accord de coopération avec le Centre de Recherches et Etudes Economiques (CCSE) de l'Université de Valahia (Targoviste, Roumanie) qui porte sur l'étude comparative et les publications communes dans le domaine de l'entrepreneuriat et le développement durable des territoires. Ce programme s'applique aux régions du Nord de la France et de Targoviste en Roumanie.

Resp. Sophie Boutillier (Lab.RII), Delia Popescu (CCSE)

o **Les « sites » en économie, 1° Forum Institut Gandhi/terre du ciel, Aix-les-Bains, 7-9/04/2007**

Dans un monde économique et social turbulent, la recherche de repères devient un acte autant indispen-

sable que difficile. L'Homme ou le marché ? Cette question se décline sur les plans macro et micro-sociaux. Que dit la philosophie économique ? Pour **Hassan Zaoual**, le « site » est un refuge de relations interpersonnelles qui crée un climat de confiance (y compris économique) fondé sur la connaissance, la reconnaissance et l'interreconnaissance et qui peut devenir un mode d'organisation sociale à part entière.

o **Référentiels de compétences, colloque Entre les Apports de la Recherche et les Limites de la Pratique : Quelle évolution pour la responsabilité sociale des entreprises ?, Association Internationale de Management Stratégique, Agadir, Maroc, 9-10/04/2007**

Une entreprise responsable socialement est une entreprise engagée dans la vie de la société avec laquelle elle est en contact. Pour **Joël Marcq**, il faudra construire des référentiels de compétence. Si nous convenons d'appeler compétence la capacité d'un système à exercer son rôle conformément aux attentes de parties prenantes, la compétence sociale des entreprises peut être évaluée par les salariés en référence à leurs attentes spécifiques, par la population riveraine en référence à ses propres attentes, et ainsi de suite pour les autres parties prenantes (collectivités locales, clients, fournisseurs, etc.). Ces attentes sont à la fois complémentaires, concourantes, mais également concurrentes. C'est par la négociation que les intérêts des différentes parties pourront être pris en compte et que le développement aura quelques chances de devenir durable.

o **L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et Développement, XXIIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde, Mons, 14-16/05/2007**

Dans les pays en développement, après le « tout par l'Etat » des années 1960-70, dès les années 1980 s'impose un « tout au marché » faisant de l'Etat juge et gendarme d'application des principes de l'« ajustement structurel ». Les compétences des décideurs publics doivent se transformer pour tenir compte, selon **Anne-Marie Crétieneau**, de l'intervention directe, par projets d'initiative économique et sociale, des populations concernées. Mais l'Etat (quand Etat existe) n'est cependant pas le seul acteur et décideur du développement. Les rôles locaux et internationaux des ONG, selon **Michèle Clotilde**, sont essentiels, mais aussi controversés, comme le montre l'utilisation des moyens en Afrique.

EN GRANDES LIGNES* : Clotaire Mouloungui

Par Jacques Kiambu

* Entretien avec un chercheur du Lab.RII

Qui est-il ? Docteur en droit de l'Université de Tours. Sa thèse « L'admissibilité du profit dans la subrogation » a obtenu le Prix Dumoulin, délivré par la Faculté de droit, les avocats, les notaires et les huissiers de Touraine (1994). Parallèlement à son troisième cycle de droit en Touraine, il s'est formé pour intégrer l'entreprise privée, au cas où sa candidature comme enseignant-chercheur aurait échoué. C'est ainsi qu'il a préparé un Diplôme d'Informatique Appliquée à la

Gestion des Entreprises, une licence d'Administration Economique et Sociale, et un Certificat consulaire d'analyste programmeur.

Que fait-il ? Il enseigne notamment l'introduction générale au droit, le droit des obligations (contrats et obligations), le droit de l'environnement et le droit de la culture. A côté de ces tâches d'enseignement, il écrit des articles et des ouvrages juridiques et est responsable du Groupe d'Etudes et de Recherche en Droit des

Affaires et en Droit OHADA (GERDADO) du Lab.RII. Il anime en outre un réseau de chercheurs spécialistes du droit OHADA : le GREDSAC.

Pourquoi la recherche ? Par besoin de partager des connaissances nouvellement découvertes. Le juriste ambitionne d'explicitier les règles de droit et les décisions de justice. Il espère que l'éclairage qu'il apportera aux autorités publiques permettra l'amélioration des textes en vigueur. Et pour que ses réflexions prennent en compte les réalités économiques et sociales, le juriste s'associe de plus en plus avec des chercheurs

d'autres spécialités. C'est dans ce contexte que s'inscrit sa démarche scientifique.

En dehors de la recherche ? Il enseigne bénévolement la danse à ses amis et connaissances. En particulier du Chacha, de la valse et de la salsa cubaine.

Publications (une sélection) :

- *Introduction générale au droit* (Tomes 1 et 2), Publibook, Paris, 2001
- *Notions fondamentales du droit*, L'Harmattan, Paris, 2001
- *La solidarité familiale*, L'Harmattan, Paris, 2004

Centre "Recherche Universitaire et Études Économiques"

La RUEE vers les affaires

o Mainstreaming Corporate Social Responsibility, European Project on SMEs

La Commission Européenne souhaite mieux connaître les actions des entreprises favorables aux salariés, à l'environnement et envers la société civile. L'enquête en France menée par Blandine Laperche et Maud Herbert montre que plus de 80% des moyennes entreprises étudiées s'engagent en matière de santé, de sécurité et de formation. Le marketing éthiquement responsable fait ses premiers pas et en accéléré. La protection de l'environnement semble solidement installée dans les esprits et dans les actes : recyclage des déchets, éco-produits, économies d'énergie, réduction des émissions, etc. A souligner que la RSE comporte un ensemble de mesures réactives et opportunistes au sein des entreprises ; rares sont encore celles qui adoptent des comportements proactifs.

Responsable : Blandine Laperche, laperche@univ-littoral.fr

o L'avenir de la sous-traitance industrielle.

Opportunités / contraintes

Une économie territoriale caractérisée par la présence d'un nombre considérable d'industries lourdes et « industrialisantes », la sous-traitance devient un élément de compétitivité crucial. La question qui se pose est comment le réseau de sous-traitants peut protéger ou peut fournir des avantages concurrentiels aux donneurs d'ordres dans un contexte de mondialisation croissante et d'élargissement de l'Union européenne. L'intégration verticale de l'industrie fait que les donneurs d'ordre deviennent les acteurs majeurs de la polarisa-

tion ou de la clusterisation. L'économie locale doit, d'une part, faire face à la spécialisation de son tissu productif et, d'autre part, aux difficultés de sa diversification. La réflexion entreprise avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque et l'Institut de Commerce International de Dunkerque doit aboutir à la formulation d'un certain nombre d'interventions favorisant la « remontée de filières ».

Responsable : Amen Abiassi, ruee@univ-littoral.fr

o Le consomm'acteur : marketing éthique et consommation responsable

Une nouvelle consommation appelée « consommation responsable » et un nouveau consommateur appelé « consomm'acteur » bouleversent les pratiques marketing traditionnelles. Le consommateur peut s'interroger sur les conditions de production des produits « éthiques », essayer de mieux connaître la politique des entreprises dont il est client pour savoir si elles respectent l'environnement, l'éthique ou encore les normes sociales et les droits humains. Ce programme de recherche mobilise une dizaine de chercheurs en gestion qui apportent un soin particulier à l'utilisation de méthodologies qualitatives innovantes mêlant données d'observations et données déclaratives comme la netnographie. Il s'agit a) d'évaluer le potentiel de pression au changement des pratiques marketing de ce type de consommateur, b) d'offrir une plateforme de décryptage de ces nouvelles attentes afin de permettre aux entreprises, de répondre efficacement à ce consommateur citoyen.

Responsable : Maud Herbert, maud.herbert@univ-littoral.fr

A lire

Management situé et développement local

L'Harmattan, 2007

Décrypter les échecs répétés du *développement transposé* et donner la possibilité d'accompagner des acteurs du *développement humain et local*... L'application de la théorie des sites au management, à l'innovation, à l'entreprise et au territoire laisse entrevoir toute la complexité et la diversité des *situations de développement*. Ce défi ne peut être levé qu'en adoptant une *pédagogie d'accompagnement* des acteurs en *situation de changement*.

Hassan Zaoual anime, au sein du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation, le Groupe de Recherche sur les Economies Locales, GREL. Membre du comité des Rencontres de Fès et fondateur d'ONG internationales à Bruxelles, cet économiste marocain de France collabore aussi avec plusieurs universités marocaines. Il est aussi directeur de la collection Economie plurielle aux Editions l'Harmattan

La Recherche en marche

Publications & Communications

Janvier – Mai 2007

- * ABIASSI A., GILMAN M., Sustainable Business Growth for SMEs, 8^{ème} Forum Annuel de la Création et de l'Innovation du Littoral, *Quels déterminants pour la croissance durable des PME ?*, FACIL8, Dunkerque, 14-15/03/2007.
- * ALCOLEA-BURETH A.-M., Finance solidaire : une illustration de l'économie solidaire, in Daghi T., Zaoual H. (dir.), *Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, L'Harmattan, 2007.
- * AUDEBERT-LASROCHAS P., Influence de l'interculturel méditerranéen dans les négociations, Congrès international de marketing, Université de Tunis, Tunis, 12-14/12/2006.
- * AUDEBERT-LASROCHAS P., Culture et négociation, *Cahier du Lab.RII*, n°139, Lab.RII, ULCO, 1/2007.
- * BETOURNE N., Etat des lieux des services de proximité, Programme « Potentiel de développement des services à la population et de l'économie de proximité dans le Pays du Calais », Sympac, février 2007.
- * BOUTILLIER S., L'importance des compétences dans les entreprises artisanales, 3^{ème} rencontre nationale du réseau Artisanat-Université, Conseil Économique et social, Paris, 8/01/2007.
- * BOUTILLIER S., Politiques en faveur de la création d'entreprise et lutte contre le chômage ou les bases d'un nouveau capitalisme aménagé, *Les Annales de la faculté de Sciences Juridiques*, Université « Valahia », n°3(7), Targoviste, Roumanie, 2006.
- * BOUTILLIER S., L'économie de l'entrepreneur, ou l'entrepreneur deus ex machina du capitalisme ?, *Cahier du Lab.RII*, n°146, Lab.RII, ULCO, 3/2007.
- * BOUTILLIER S., Economie de l'entrepreneur. Faits et théories, *Cahier du Lab.RII*, n°149, Lab.RII, ULCO, 4/2007.
- * BOUTILLIER S., La création d'entreprise et rôle des structures d'accompagnement dans la réussite des projets entrepreneuriaux : éléments de réflexion à partir d'une enquête de terrain, 7^{ème} rencontre du réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire, Rennes, 24-25/05/2007.
- * BOUTILLIER S., Les inégalités, l'éducation et la société, *Partage*, n°194, avril 2007.
- * BOUTILLIER S., FOURNIER C., Innovation et artisanat : une combinaison entre potentiel de ressources de l'entrepreneur et lien social, *Humanisme et entreprise*, n°280, Paris, 2006.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *Rédiger un mémoire ou un rapport de stage*, Studyrama, 2007.
- * CAIRE G., Tourisme social et indicateurs de développement durable, Fédération de centres internationaux de séjours « Ethic étapes », Romorantin-Lanthenay, 31/01/2007.
- * CAIRE G., Critères d'évaluation de l'utilité économique et sociale, Table ronde « Les initiatives d'économie sociale dans les territoires : l'éclairage des universitaires », CEDES-Chambre régionale de l'Economie sociale Poitou-Charentes, Poitiers, 13/02/2007.
- * CAIRE G., Promouvoir le micro-crédit social universel auprès des travailleurs sociaux, Journée « Précarité et solidarité. Mobiliser des outils adaptés aux projets des personnes en difficulté », Région Poitou-Charentes, 12/03/2007.
- * CAIRE G., Les mutuelles face à leur responsabilité d'utilité sociale : la construction du parcours de santé mutualiste, 7^{ème} rencontre du réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire, Rennes, 24-25/05/2007.
- * CAIRE G., LE MASNE P., NIVOIX S., « Les vacances non marchandes : désirs de convivialité et économie de moyens », programme de recherche « *Exploitation de l'enquête Vacances 2004* » INSEE et Ministère du Tourisme, Poitiers, mars 2007.
- * CHAGNON P., Propriété industrielle et biotechnologies : application au règne végétal, *Cahier du Lab.RII*, n°148, Lab.RII, ULCO, 4/2007.
- * CHAIX J.-L., GAUJARD C., L'idéaltype : une démarche ancienne. Essai de modernisation, *Cahier du Lab.RII*, n°147, Lab.RII, ULCO, 4/2007.
- * CHAIX J.-L., GAUJARD C., A la recherche de l'idéaltype : méthodes modernes & anciens démons, Congrès Méthodologies de la Recherche, ISEOR et Academy of Management (Etats-Unis), Lyon, 26-28/03/2007.
- * CLOTILDE M., Que fait-on avec les moyens dont nous disposons afin d'aider les autres à mieux vivre en République centrafricaine ? L'exemple de Caritas, *L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et développement*, XXIII^{èmes} Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde, Mons, 14-16/05/2007.
- * CRETENEAU A.-M., L'Etat face aux projets de survie individuels : quelle action pour accompagner un « développement par le bas » ?, *L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et développement*, XXIII^{èmes} Journées du Développement de l'Association Tiers-Monde, Mons, 14-16/05/2007.
- * DAGHRI T., ZAOUAL H. (dir.), *Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, L'Harmattan, 2007.
- * DAGHRI T., ZAOUAL H., Vers une pensée de la proximité, in Daghi T., Zaoual H. (dir.), *Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, L'Harmattan, 2007.
- * DRAGANOVA-MADELAINE E., Les jeunes Bulgares sont très curieux de l'Europe, *Le dossier de l'Actu*, n°2206, janvier 2007.
- * DOKOU G., Accompagnement managérial et développement international de la PME, *Cahier du Lab.RII*, n°142, Lab.RII, ULCO, 1/2007.
- * FROIS P., La marchandisation du carbone ou l'émergence d'un nouveau marché, 1^{er} Congrès du réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable, 8/12/2006, Univ. Paris 12.

- * GUIRAT N., Evaluation des émissions de polluants atmosphériques du trafic routier, *Cahier du Lab.RII*, n°145, Lab.RII, ULCO, 2/2007.
- * HERBERT M., LAPERCHE B., Le principe de Responsabilité Sociale appliqué aux moyennes entreprises, 8^{ème} Forum Annuel de la Création et de l'Innovation du Littoral, *Quels déterminants pour la croissance durable des PME ?*, FACIL8, Dunkerque, 14-15/03/2007.
- * JORDA H., Du paternalisme au managérialisme. L'entreprise en quête de responsabilité sociale, *Cahier du Lab.RII*, n°143, Lab.RII, ULCO, 2/2007.
- * KIZABA G., La source de l'innovation ? Une interdépendance, entre plusieurs facteurs, liée à la « qualité » du chef d'entreprise, *Humanisme et entreprise*, n°280, Paris, 2006.
- * LAPERCHE B., Industrial Property Rights and Innovation in China, *Cahier du Lab.RII*, n°140, Lab.RII, ULCO, 1/2007.
- * LAPERCHE B., « Knowledge capital » and innovation in global corporations, *International Journal of Technology and Globalisation*, vol.3, n°1, 2007, Cambridge MA.
- * LE ROUX S., L'artisanat est-il l'avenir du système industriel ?, *Entreprise et Carrières*, n°839, janvier 2007.
- * LE ROUX S., Le droit des biens immeubles. Histoire et actualité, Société d'histoire de Dunkerque, Dunkerque, 12/04/2007.
- * LE ROUX S., Le travail collaboratif : réflexion prospective sur certains aspects juridiques, Barreau de Paris, Commission Nouvelles Technologies, 26/04/2007.
- * MARCQ J., Référentiel de compétences pour l'entreprise socialement responsable, colloque Entre les Apports de la Recherche et les Limites de la Pratique : Quelle évolution pour la responsabilité sociale des entreprises ?, Association Internationale de Management Stratégique, Agadir, Maroc, 9-10/04/2007.
- * MULLER L., Innovation et efficacité de protection des technologies des entreprises d'ingénierie métallurgique, *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, 25(1), 2007.
- * NASZÁLYI P., La gestion de l'urgence par les "Médias". Ethique et pratique de la gestion de l'information en cas de crise, *Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde*, n°22, 2007.
- * PICHET E., Les conséquences économiques de l'ISF, *Revue de droit fiscal*, Paris, avril 2007.
- * PICHET E., Convergence des pratiques de gouvernance dans les grandes sociétés cotées, *Revue Française de Gouvernance d'Entreprise*, n°1, Paris, mars, 2007.
- * RICHEVAUX M., Quelques réflexions sur la loi française relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, *Les Annales de la faculté de Sciences Juridiques*, Université « Valahia », n°3(7), Targoviste, Roumanie, 2006.
- * RICHEVAUX M., WAILLY J.-M., MORTREUX P., Départ des seniors : perte de compétences pour l'entreprise, *Les Annales de la faculté de Sciences Juridiques*, Université « Valahia », n°3(7), Targoviste, Roumanie, 2006.
- * RICHEVAUX M., Chronique, *Droit pénal du travail*, décembre 2006.
- * RICHEVAUX M., Hygiène et sécurité, *Jurisqueur travail*, fasc. 20-12, 2007.
- * RICHEVAUX M., Hygiène et sécurité, *Jurisqueur travail*, annexe fasc. 20-15 f, 2007.
- * RICHEVAUX M., ȚOP D. C., *Les grands principes du droit communautaire de travail*, série Cours principaux, coll. L'Esprit économique, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * ROUSSEL E., L'économie solidaire et plurielle. Une lecture par le site, in Dagħri T., Zaoual H. (dir.), *Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, L'Harmattan, 2007.
- * UZUNIDIS D., Etre un entrepreneur aujourd'hui, séminaire entrepreneuriat, Advancia/CCIP, Bourse de Commerce de Paris, 18/01/2007.
- * UZUNIDIS D., Innovation et Proximité. Entreprises, Entrepreneurs et Milieux Innovateurs, *Cahier du Lab. RII*, n°144, Lab.RII, ULCO, 2/2007.
- * UZUNIDIS D., BOUTILLIER S., Employment Systems, Globalisation and Flexibility, *Annales de la Faculté de Sciences Juridiques*, Université de Valahia, Roumanie, n°8, 2007.
- * VALENTIN E., De la démocratie de proximité. L'expérience de la ville de Dunkerque, in Dagħri T., Zaoual H. (dir.), *Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, L'Harmattan, 2007.
- * VITALI-VOLANT M., Lieux de mémoire- Mémoire coloniale/mémoire de guerre, colloque international « Culture et mémoire: quelle représentations ? », Ecole Polytechnique avec la Maison Heinrich Heine et le Collège d'Espagne, Paris, 21-24/03/2007.
- * VOLPI R., La Russie européenne. Approche géopolitique des enjeux économiques, *Cahier du Lab.RII*, n°141, Lab.RII, ULCO, 1/2007.
- * ZAOUAL H., L'immigration n'est pas toujours ce que l'on croit, *Développement et civilisations*, n°350, Paris, janvier 2007.
- * ZAOUAL H., La théorie des « sites » en économie, « L'Europe des consciences », 1^o Forum Institut Gandhi/Terre du ciel, Aix-les-Bains, 7-9/04/2007.
- * ZAOUAL H., Economie de proximité et démocratie située, in Dagħri T., Zaoual H. (dir.), *Économie solidaire et développement local. Vers une démocratie de proximité*, L'Harmattan, 2007.

Ressources Humaines

- **Carrière* : Hassan ZAOUAL a été qualifié aux fonctions de Professeur des universités et Erick ROUSSEL aux fonctions de Maître de conférences en aménagement de l'espace, urbanisme.
- **Nouveaux collègues* : Irina PEAUCELLE, Directrice de recherche au CNRS, spécialiste en économie de la Russie et en sciences, techniques, éducation ; James SAWYER, spécialiste en économie de l'innovation, macroéconomiste Université de Seattle, Etats-Unis ; Dan Cristian ȚOP, spécialiste en droit de travail, Université Valahia, Targoviste, Roumanie, (chercheur associé, équipe CREME)
- **Mobilité* : Professeurs invités : Abdramana SANOGO, Doyen de la Faculté de Sciences Economiques et de

Gestion de Bamako (Mali), spécialiste en économie du développement (février-mars 2007) ; *Kieran CONBOY*, Senior Lecturer à l'Université de Galway (Irlande), spécialiste en management des systèmes d'information (mars-avril 2007).

*Nominations : *Evguénia DRAGANOVA-MADELAINE* a été nommée responsable des relations internationales de l'ULCO ; *Maud HERBERT* est nommée responsable

de l'organisation des Séminaires Economie et Innovation du Lab.RII

Distinction

Serge LE ROUX a été décoré de la médaille de la Direction Générale des Impôts qui couronne une riche carrière au service de l'Etat

INNOVATIONS – Edition

Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation

STRATEGIES D'INNOVATION ET PERFORMANCES

SECTORIELLES

n°25, 2007-1, De Boeck

M.-H. DEPRET, C. GALLOUJ, C. GENTHON, A. HAMDOUCH, P. KREIMER, C. MERLIN-BROGNIART, N. MOUCHNINO, E. M. MOUHOUD, L. MULLER, D. PLIHON, O. SAUTEL, L. TEMRI, F. ÜLGEN

Dans la société dite du savoir, l'innovation est le facteur clé de la réussite dans les affaires. Innover ou disparaître ! Les auteurs de ce numéro d'*Innovations* présentent les enjeux sectoriels relatifs à différents processus d'innovation et les méthodes mises en oeuvre par les entreprises pour renforcer leurs avantages compétitifs. Les liens entre marché et organisations sont au coeur de l'observation économique. Ces liens cognitifs, technologiques, commerciaux et financiers donnent

naissance à de nouveaux produits, services et procédés de production, à des nouvelles combinaisons productives. Ils contribuent au renouvellement de l'activité économique et sont les fondements de la croissance. Les analyses présentées ici s'appuient sur les théories des systèmes et des réseaux selon lesquelles la coordination est une question aussi importante que les stratégies individuelles d'innovation pour expliquer l'évolution des firmes, des secteurs et des marchés. L'innovation dans les secteurs de l'informatique, des biotechnologies, de la pharmacie, de la métallurgie, de l'aéronautique, de la grande distribution et des services postaux retient l'attention des auteurs avec une mention particulière au pouvoir de la finance sur les stratégies industrielles.

Collection « L'esprit économique »

✓ **Laure DOLIQUE**

Risques globaux et développement durable. Fausses pistes et vraies solutions

Série Economie et innovation, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

L'Histoire de l'Humanité est ponctuée de phases de rupture. La montée en puissance de risques tels que le changement climatique, la raréfaction des sources d'énergie fossiles, la lutte pour l'approvisionnement pour certaines ressources naturelles, constituent autant d'indices annonçant la prochaine phase de rupture. Notre modèle de développement est aujourd'hui fortement remis en cause. Les média se font trop souvent les relais d'un débat un peu stérile entre béni oui-oui, catastrophistes et scientifiques enfermés dans leur spécialité. L'opinion publique, faute de s'y retrouver, ne s'intéresse pas à ces enjeux majeurs. Dépassant le clivage entre les discours spécialisés, trop éloignés des préoccupations concrètes des gens, et les discours simplificateurs déployés par les média, cet ouvrage propose une synthèse entre la visée socio-économique et la visée scientifique, parce que seul le croisement de ces deux approches permet une juste appréhension de ce concept, mou autant que fondamental, qu'est le développement durable.

✓ **Marc RICHEVAUX, Dan Cristian TOP**

Les grands principes du droit communautaire de travail

Série Cours principaux, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

L'Europe s'élargit et les questions sociales se multiplient. Quelles règles adopter pour que les plombiers polonais ou les maçons roumains côtoient sans

heurts leurs homologues français, italiens ou allemands ? Cet ouvrage présente les aspects principaux du droit communautaire de travail et leur place dans l'ordre général du droit européen : libre circulation des personnes et de la force du travail, non-discrimination dans les relations de travail, égalité des chances, protection des salariés et des leur droits contre d'éventuels abus des employeurs. L'ouvrage offre au lecteur une analyse des dispositions communautaires en la matière et discute de leurs incidences sur le droit national. Il est ainsi un véritable guide pour les étudiants en sciences juridiques, mais aussi pour le citoyen intéressé par ses droits au travail.

✓ **Claude ROCHET**

L'innovation, une affaire d'Etat. Gagnants et perdants de la troisième révolution industrielle

Préface de Robert Le Duff

Série Economie et innovation, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Quoi de plus apparemment contradictoire que d'associer ces deux termes, « innovation » et « Etat », tant ils semblent opposés. Non seulement l'Etat administratif est à la traîne pour se moderniser, mais l'Etat politique se montre fort peu habile à soutenir l'innovation et la transition de la société vers l'économie de la 3^{ème} révolution industrielle. Tel est le discours des politiques et des faiseurs d'opinion qui tend à conclure que l'innovation et la créativité industrielle et sociale ne peuvent s'épanouir qu'aux dépens de l'Etat et de la chape bureaucratique qu'il fait inéluctablement peser sur elles. Ce livre démontre que cette opinion est fautive et basée sur des théories erronées. La transformation de l'Etat est parfaitement possible, pour autant qu'il retrouve le rôle politique qu'il néglige aujourd'hui.

✓ **Hadjila KRIFA-SCHNEIDER (éd)**
L'élargissement de l'Union Européenne. Quels enjeux et défis majeurs ?

Série Le Monde en Questions, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

Les auteurs : W. Andreff, Y. Bineau, L. Brancu, A. Calego, N. Chusseau, N. Couderc, J. Creel, J. Dias, J. Dimitrijeva, C. Duc, B. Dupont, M. Dupont- Dobrzynski, E. Farvaque, C. Gallouj, K. Gallouj, M. Géraci, C. Granger, L. Hablicsek, M. Hazans, J. Héricourt, H. Krifa-Schneider, E. Lavalle, S. Levasseur, S. Mage, V. Magriço, J. Matei, J. J. Novak, X. Richet, J.M. Siroën, P. Stanek, D. Tatot, A. Tykhonenko, C. Viera, I. Viera, B. Yilmaz.

En passant de 15 à 27 membres, l'Union Européenne a réalisé le plus audacieux élargissement de son histoire. Alors qu'initialement la Communauté Economique Européenne (CEE) était conçue comme un « club de pays riches » composé d'un nombre réduit d'Etats-membres, le nouvel élargissement fait entrer 12 pays qui sont plus pauvres que la moyenne européenne. Dans une Europe en panne de croissance, ce nouvel élargissement peut-il devenir une chance que l'Union Européenne devienne une réelle puissance économique à l'échelle mondiale ? Ou au contraire, sera-t-il un piège avec une amplification des divergences débouchant sur une Europe à deux vitesses ?



Cahiers de droit des affaires et de droit Ohada

Une nouvelle publication dirigée par le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation

Les chercheurs en droit privé du Lab.RII, dont les travaux sont consacrés aux affaires internationales, lancent une série de cahiers sur les (et à destination des) pays en développement (et plus spécialement africains).

La ligne éditoriale : La France et l'Union européenne ont récemment aidé les pays d'Afrique noire à se doter d'un droit commun des activités économiques et sociales : le droit des affaires OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). Cet apport est de nature à faciliter et à encourager les investissements sur le continent africain, car la sécurité des affaires exige des règles claires et accessibles. Les contributions aux cahiers doivent être issues de travaux de recherche intéressés par la norme légale internationale et par son introduction et assimilation par les pays moins économiquement avancés.

Comité scientifique : *France :* Clotaire Mouloungui (Univ. Littoral-Dunkerque) ; Denis Pohé (Univ. Bordeaux IV) ; Frédéric Cu villier (Univ. Littoral-Dunkerque) ; Mamadou Koné (Praticien, Paris) ; Marc Richevaux (Univ. Littoral-Dunkerque) ; Patrice Le Maigat (Univ. Rennes 1).

Afrique : Henri Modi Koko (Univ. Douala, Cameroun) ; Bi Oula Joachim Kassia (Univ. Abidjan Cocody, Côte d'Ivoire) ; El hadji Makhoudia Mboump (Univ. Dakar, Sénégal) ; François Kuassi Deckon (Univ. Lomé, Togo) ; Athanase Foko (Univ. Ngaoundéré, Cameroun) ; Vincent Itoua (Univ. Brazzaville, Congo) ; Justine Dikko (Univ. Yaoundé II, Cameroun) ; Placide Moudoudou (Univ. Brazzaville, Congo) ; Yvette Kalieu E. (Univ. Gschang, Cameroun) ; Gracia Holo (Univ. Abomey-Calavi, Bénin).

Autres pays : Nicole Lacasse (Univ. Laval, Québec) ; Salvatore Mancuso (Univ. Macao, Chine) ; Valeriu M. Ciuca (Univ. Iasi, Roumanie) ; Bisimwa Voglet (Univ. Namur, Belgique).

Directeur de publication : Clotaire Mouloungui, clotaire.mouloungui@laposte.fr

Prochains numéros : 1) Le contrat écrit et les opérateurs économiques analphabètes ; 2) Le dumping juridique et fiscal entre pays de la zone franc.

A lire...

Méthodologie

Rédiger un mémoire ou un rapport de stage

Editions Studyrama, Paris, 2007

L'écriture d'un mémoire ou d'un rapport de stage s'avère une aventure intellectuelle palpitante. Qu'il soit professionnalisé ou axé sur la recherche, le diplôme universitaire ouvre bien des portes à condition que la recherche ou la mission de stage soit pertinente et consciencieusement menée.

Cet ouvrage propose une méthode approfondie destinée à guider l'étudiant tout au long de son travail, qu'il ait opté pour un diplôme à finalité professionnelle ou qu'il soit apprenti chercheur. Quelles sont les exigences d'un mémoire ou d'un rapport de stage ? Comment choisir son sujet ? Comment construire des hypothèses ? Comment rédiger ?... Les conseils méthodologiques sont illustrés par des exemples de plans détaillés afin de vous aider à mieux saisir les voies de recherche, de rédaction et de soutenance.

Ce manuel s'adresse aux étudiants de licence, master professionnel ou recherche, de doctorat, qu'ils soient en économie, en droit, en sociologie ou encore en lettres et sciences humaines, mais aussi à tous les élèves en école de commerce et d'ingénieurs ainsi qu'en IEP.

Sophie Boutillier est docteur en économie et en sociologie.

Dimitri Uzunidis est docteur en économie, sociologue et journaliste.

Le Point sur...

Capitalisme à la russe

Sophie BOUTILLIER

Depuis le début des années 1990, la Russie est en proie à des transformations économiques, sociales et politiques radicales. Après plusieurs décennies de socialisme et de planification économique, l'économie russe est devenue une économie de marché. L'ensemble des chercheurs, principalement russes et français, qui ont participé à ce séminaire international à l'Université du Littoral, organisé par le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation en partenariat avec l'Université de Saint-Pétersbourg, ont exposé leurs travaux touchant à la fois à l'évolution du marché du travail, des biens et services, des capitaux, de l'Etat social, à la concentration industrielle et au développement de l'entrepreneuriat, aux transformations touchant des secteurs agricole et énergétique, au développement des sciences et des techniques ou encore à l'évolution du système éducatif, de santé, de la propriété intellectuelle et des relations économiques et politiques de la Russie avec le reste du monde, en particulier avec l'Europe communautaire.

Logique capitaliste

Alors que K. Marx (1850), puis J. A. Schumpeter (1942) et d'une certaine manière Galbraith (1967), avaient imaginé le passage du capitalisme au socialisme, depuis ces quinze dernières années, les termes du vocable de « transition » ont opéré un virage à 180 degrés. Il n'est plus question de la transition du capitalisme vers le socialisme, mais du socialisme vers le capitalisme, en bref des modalités selon lesquelles doit s'opérer le développement du marché en Russie. Cette évolution de l'économie russe ne peut être isolée et étudiée indépendamment du contexte international qui apparaît progressivement depuis le début des années 1980. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont été les premiers Etats à rejeter le keynésianisme et jeter les bases d'un processus de libéralisation de l'économie. Pour sortir de la crise économique et réduire le chômage, les Etats capitalistes ont favorisé le développement des relations marchandes à tous les niveaux de la vie sociale et économique. Toutes choses égales par ailleurs, le processus entamé en Russie depuis 1991 est

de même nature. Face à une recombinaison entre l'Etat (politiques sociales de soutien de la demande et lutte contre les inégalités sociales) et le marché (rapports de concurrence, favoriser la création d'entreprise, développer le marché financier, etc.), apparaissent différentes déclinaisons du capitalisme sur la scène internationale. Le vocable de « transition » dans ce nouveau contexte ne semble plus approprié ; celui d'évolution l'est davantage ; évolution sur la base de combinaisons nouvelles entre le marché et l'Etat, en Russie, comme aux Etats-Unis, en France ou en Grande-Bretagne.

Questions ouvertes

A l'heure actuelle le secteur privé représente environ 70% de l'économie, contre 10% en 1991, avant les réformes. L'Etat cherche à développer un capitalisme aménagé. Le taux de chômage est d'environ 8%, niveau plus faible qu'au début des années 2000 (après la crise financière de 1998). La croissance économique semble repartir. Mais, signe d'une profonde crise sanitaire et sociale, tous les indicateurs démographiques sont sur le déclin (régression de l'espérance de vie, baisse de la natalité, augmentation de la mortalité). La multiplication des problèmes sociaux est très inquiétante. Ce ne sont certes pas les réformes économiques et politiques des années 1990 qui ont suscité ces transformations dramatiques, celles-ci étaient déjà en germe depuis plusieurs décennies dans le cadre complexe des rapports contradictoires entre acteurs économiques et politiques.

Les économistes russes privilégient aujourd'hui les pistes de recherche suivantes formulées sous forme de questions : Quelles seront les conséquences économiques et sociales des réformes visant à réorganiser l'économie par voie étatique ? Comment conjuguer libre entreprise et surveillance des marchés de biens, de services et de capitaux ? Quelle est la place de la Russie dans l'économie du savoir ? Emploi, accumulation, marché et niveau de vie... par quels moyens pourront être positivement corrélés ? L'élargissement de l'Union Européenne offre-t-elle de nouvelles opportunités à la Russie ? Comment sortir de la « monoexportation » énergétique ? Les réformes institutionnelles sont en attente...

De l'histoire

En France, la revue écologiste *La Gueule ouverte* et la radio libre *Radio verte* contribuent à nourrir un militantisme de plus en plus structuré, notamment autour du lancement du programme de construction de centrales nucléaires. Aux élections présidentielles de 1974, les français sont profondément marqués par la candidature de l'agronome René Dumont (1904-2001), qui attire l'attention sur le drame de l'Afrique et sur des questions écologiques dont il annonce la gravité. Dans la foulée de la candidature de Brice Lalonde à l'élection présidentielle de 1981, le parti écologiste les Verts

L'histoire de l'écologie : champ de recherche

Patrick MATAGNE

Dans les années 1960 les premiers mouvements écologistes se manifestent, en marge du système politique, sur la base d'une critique de la civilisation industrielle. Forcée au début des années 1970, la thématique de l'écologie politique se construit, dans le contexte du premier et du second choc pétrolier (1973 ; 1979-80).

est fondé (1984), la liste conduite par Antoine Waechter fait une percée aux élections municipales et européennes. Sous le gouvernement de Michel Rocard, Génération écologie est fondé par B. Lalonde en 1990. Les résultats obtenus par l'ensemble des écologistes aux élections régionales (15%) masquent un temps les fortes dissensions internes, sanctionnées aux élections législatives de 1993 et aux présidentielles de 1995. En Allemagne, les Verts entrent au Parlement en 1983, rejoints par Daniel Cohn-Bendit l'année suivante. Des partis écologistes scandinaves sont représentés au Parlement européen.

Actuellement, l'écologie est installée dans le paysage politique, jusqu'au niveau européen. Cependant, l'écologie est aussi une science, qui étudie les interactions des organismes vivants entre eux et avec le monde extérieur. Son domaine est donc vaste et pluridisciplinaire. Comme la génétique, il s'agit d'une science jeune, si on la compare aux disciplines naturalistes sur lesquelles elle s'est en partie construite, ou à de grands domaines scientifiques comme l'astronomie et la physique. En effet, le terme écologie apparaît en 1866, le premier traité d'écologie est publié à la charnière du XIX^e siècle et du XX^e siècle. Les premières écoles et revues spécialisées rattachées à des universités naissent au début du XX^e siècle. Le concept d'écosystème est proposé en 1935 par le botaniste anglais George Tansley et l'écologie systémique connaît un grand essor dans les années 1950. Aujourd'hui, l'écologie est une discipline scientifique majeure.

Pour éviter des confusions, entretenues par les médias, des scientifiques spécialistes de l'écologie forgent le terme *écologue* dans les années 1980 pour se distinguer – artificiellement pensent certains – des écologistes engagés dans des actions militantes ou politiques.

Un nouveau champ de recherche

Au moment même où les préoccupations écologiques émergent, un nouveau champ de recherche est en train de se structurer, celui de l'histoire de l'écologie, aux USA d'abord, puis en Europe. En France, les pionniers sont Pascal Acot, Jean-Paul Deléage et Jean-Marc Drouin. Ils ont montré que les grands concepts fondateurs de l'écologie scientifique ont été forgés en Europe au XIX^e siècle et que la discipline a commencé à se structurer à partir du début du XX^e siècle, en Europe et aux USA. Autrement dit, ils ont écrit des histoires disciplinaires de l'écologie. De fait, comme les autres domaines de l'histoire des sciences contemporaines – initialement dominée par les approches épistémologiques et philosophiques – l'histoire de l'écologie s'est focalisée sur la naissance des concepts, sur les systèmes conceptuels, sur leur mode de développement, sur leur évaluation et sur le renouvellement des théories scientifiques.

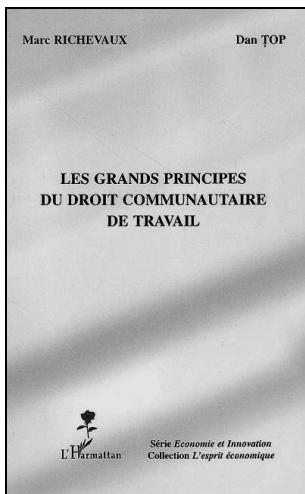
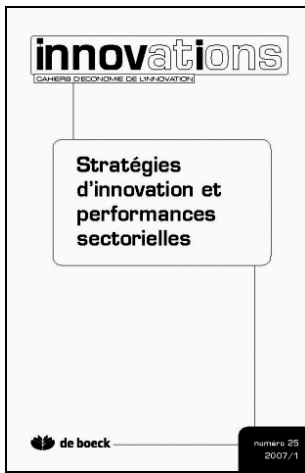
Au début des années 1980, c'est donc l'histoire de l'écologie au sens premier du terme qui s'écrit, notamment parce qu'elle est encore peu connue. Pourtant, les premiers chercheurs français précisent que l'histoire de l'écologie scientifique, au moins dans sa période

récente, n'est pas séparable de l'écologisme et ne peut faire l'impasse sur la nécessité d'une réflexion renouvelée sur la nature de l'Homme (Acot, 1988, Deléage 1991). « L'écologie scientifique entretient un rapport ambivalent avec le mouvement social qui porte le même nom et qui la suit comme son ombre », écrit J.-M. Drouin en 1991. Sous l'influence des sciences humaines et sociales, d'autres approches de l'histoire des sciences mettent maintenant l'accent sur l'étude des interactions entre les pratiques scientifiques et l'ensemble de la vie sociale, politique, institutionnelle. Autrement dit, il s'agit d'une histoire attentive à la complexité des situations de production des savoirs scientifiques, aux situations sociales, institutionnelles, épistémiques.

S'appuyant désormais sur les solides apports de l'épistémologie historique, les chercheurs s'appliquent à étudier les rapports qu'entretient l'écologie avec les sociétés humaines, leurs économies, leurs cultures, leurs religions, leurs systèmes politiques, leurs idéologies, etc. C'est alors qu'une histoire sociale de l'écologie, une histoire politique, une histoire institutionnelle, mettent à jour de nouveaux acteurs qui n'appartiennent pas à la communauté scientifique ou qui s'y trouvent à la marge, et contribuent pourtant à l'essor de l'écologie. Pour ma part, j'ai ainsi montré que les naturalistes amateurs du XIX^e siècle ont contribué à la structuration d'une véritable écologie « à la française », fondée sur une sociabilité savante créatrice des premières écoles locales d'écologie.

La catastrophe écologique connue sous le nom de *Dust Bowl*, qui a frappé les USA dans les années 1930, illustre également les avancées de la recherche dans le domaine de l'histoire politique et sociale de l'écologie. Le *Dust Bowl* est un phénomène d'érosion éolienne des sols, en zone semi aride, accentué par la sécheresse des années 1920. Il a frappé les grandes Plaines du Midwest et du Sud-Ouest, (une partie du Kansas, de l'Oklahoma, du Texas, du Nouveau-Mexique et du Colorado). Christophe Masutti, auteur d'une thèse récente sur la question, essaie de comprendre comment se sont monopolisées les forces politiques et scientifiques autour d'un même événement et, pour ce faire, procède à une étude institutionnelle, sociale et politique de l'écologie à l'époque de Roosevelt, confronté à une crise écologique majeure. Cette thèse, qui représente une contribution à l'histoire de l'écologie, montre ainsi que le *Dust Bowl* n'est pas seulement une catastrophe climatique, mais aussi un événement socio économique.

Le champ de recherche en histoire de l'écologie a donc commencé à se développer dans les années 1960-70, au moment même où l'écologie fait l'objet d'une nouvelle forme de demande sociale, dans les démocraties occidentales. Le grand public découvre alors un terme inventé un siècle plus tôt pour désigner une science qui naît à la fin du XIX^e siècle. C'est d'abord aux origines de cette science que les historiens se sont intéressés. De nouveaux territoires s'ouvrent désormais aux historiens de l'écologie qui croisent différentes approches.



Les Rendez-vous du Lab.RII

Appel à communications 3^{ème} Forum L'esprit de l'innovation

COLLOQUE INTERNATIONAL *Services, innovation et développement durable*

Poitiers - France
26-27-28 mars 2008

Les propositions de communications s'inscriront dans la problématique du développement durable comportant deux dimensions principales, celle de l'économie des services et celle de l'organisation des services. Elles pourront se situer dans le champ de l'économie, de la gestion, du droit et des autres sciences sociales, ou être interdisciplinaires. **Thèmes :**

- i/ Economie des services et développement durable
 - L'économie politique des services et le développement.
 - Services, environnement et innovation
- ii/ Organisation des services et développement durable
 - Gestion des entreprises et services
 - Stratégies des entreprises de services, société civile et développement durable
 - Services publics et services privés
- iii/ Approches sectorielles : *Transports, Tourisme national et international, Construction et urbanisme, Santé, Education, Services aux (éco-)entreprises, etc.*

Calendrier

... Propositions de communication de deux pages
(français ou anglais)

Date limite d'envoi des propositions de communication :
30 septembre 2007

Décision du Comité scientifique : **10 novembre 2007**

Date limite d'envoi des textes retenus : **20 février 2008**

Contact : Anne-Marie Crétiéneau
CEDES - Faculté de Sciences Economiques
Université de Poitiers
93 Avenue du Recteur Pineau
86022 Poitiers cedex
France
anne-marie.cretieneau@univ-poitiers.fr



Séminaires Printemps / Eté 2007 « Economie et Innovation »

| | |
|-----------------------|---|
| 15 mai 2007 | I. FRIJA (ULCO), Performance comparée de l'industrie textile Chine / Maghreb S. SAAFI (ULCO), Le système d'innovation de Tunisie |
| 21 mai 2007 | M. TEODORESCU (Université Valahia, Roumanie), Fiscalité des petites et moyennes entreprises roumaines |
| 30 mai 2007 | J. COURVISANOS (Université de Ballarat, Australie), The Dynamics of Innovation and Investment |
| 4 juin 2007 | S. GEORGE (économiste), Du développement durable : questions planétaires |
| 3 juillet 2007 | J. KRAFFT (Université de Nice), Towards an Historically Relevant Economics of the Firm H. GHARBI (ULCO), Gouvernance d'entreprise Discutant: E. Vernier |

Site web : <http://rii.univ-littoral.fr>